

DE L'ARGENT, IL Y EN A !!!

Pour l'augmentation des salaires, la défense de nos services publics, la justice sociale, et l'enterrement du budget d'austérité

En grève et manifestation

Le Mans, le 15 novembre 2025

Le budget d'austérité du gouvernement, c'est encore les salari·es, jeunes et retraité·es qui trinquent

Gel des salaires dans la fonction publique, blocage des pensions des retraites, hausse des franchises médicales, coupes dans les services publics... Le **budget Lecornu** maintient le cap de l'austérité. Depuis que les prix augmentent, nos salaires stagnent. Dans le public, le **gel du point d'indice a fait perdre plus de 23 % de pouvoir d'achat en 20 ans**. Dans le privé, les **augmentations négociées** dans les branches et les entreprises (les "NAO") ne compensent pas l'inflation.

Résultat : les travailleurs et travailleuses produisent toujours plus de richesses... mais n'arrivent **pas à vivre de leur travail**.

Alors que le Smic est trop faible, l'ensemble des salaires se tassent, et 50 % des salari·es gagnent moins de 2190 euros Net par mois !

Ce n'est pas un problème d'argent, c'est un problème de partage

Notre travail crée les richesses :

On veut notre part.

Seul notre travail crée la richesse, et il en crée de plus en plus ! Mais sa répartition entre les profits pour

quelques-uns et les salaires pour tous les autres se fait clairement au détriment des salari·es !

C'est le "coût du capital" qui explose !

Chaque année, **211 milliards d'euros d'aides publiques** sont versés aux entreprises **sans contrôle ni contrepartie**. Les **dividendes explosent** : +50 % en cinq ans, un record mondial. Les grandes fortunes continuent d'accumuler : les **500 familles les plus riches possèdent 40 % du revenu national** !



La CGT revendique justice sociale + justice fiscale !

Le gouvernement s'obstine dans le choix de réduire les dépenses publiques et sociales, alors que c'est justement **par les salaires, l'emploi et les services publics** qu'on peut relancer l'économie et répondre aux besoins.

Nos revendications sont claires :

- **Augmentation des salaires**, dans le privé comme dans le public.
- **SMIC à 2 000 € brut, et indexation de tous les salaires sur l'inflation** pour ne pas perdre en niveau de vie
- **Égalité salariale entre les femmes et les hommes**,
- **Contrôle et conditionnement des aides publiques aux entreprises** à des créations d'emploi et à des hausses de salaires.
- **Mise en place d'une taxe plancher** sur les ultra-riches : faire contribuer les 1 800 foyers qui détiennent plus de 100 millions d'euros de patrimoine.

Ensemble, imposons une autre répartition des richesses, **en mettant la pression sur le vote du budget** et dans nos entreprises et services **en gagnant des augmentations de salaires**

Des réalités en Sarthe qui montrent l'urgence d'agir

- **7,3 % de chômage dans la Sarthe**
 - La précarité reste élevée et touche particulièrement les jeunes et les travailleurs peu qualifiés.
- **-1,6 % d'heures rémunérées en un an en Sarthe**
 - Moins d'emplois stables, plus de temps partiels et de sous-emploi.
- **11 440 bénéficiaires du RSA en Sarthe**
 - Un nombre en hausse, reflet d'une pauvreté structurelle dans notre département.
- **Salaire net moyen : 14,80 €/h en Sarthe**
 - Et un **écart salarial de -13 % pour les femmes** ici aussi, l'injustice perdure
- **Revenu médian : 1800€/mois**
 - Beaucoup de foyers n'arrivent plus à faire face aux dépenses essentielles.

En grève et en manifestation

le mardi 2 décembre à 10h30

Place de la Préfecture au Mans

